

gestellt und sowohl in die Gesessammlung als in das Amtsblatt aufgenommen werden.

Also beschlossen Samstags den 28. Herbstmonat 1844.

Der Amtsbürgermeister,

E. von Muralt.

Der erste Staatschreiber,

Hottinger.

## U r t u n d e n

betreffend etne zwischen der schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Königreiche Sardinien getroffene Uebereinkunft über gegenseitige Auslieferung der Verbrecher.

Nous l'Avoyer du Canton de Lucerne, Président et les Députés des Cantons Suisses réunis en Diète fédérale,

faisons savoir par les présentes :

Que la Convention conclue et signée à Lausanne le 28 Avril de la présente année, au nom des Cantons Suisses par Messieurs Louis Fournier, Avoyer du Canton de Fribourg, et

Charles Albert par la Grâce de Dieu Roi de Sardaigne, de Cypre et de Jérusalem etc. etc. etc.

A tous ceux qui les présentes verront, salut!

Ayant vu et examiné la Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, conclue et signée à Lausanne le 28 du mois d'Avril dernier par le Comte Crotti de Costigliole, Notre Envoyé ex-

Auguste de Gonzenbach, Secrétaire d'Etat de la Confédération Suisse, nommés et autorisés par le Directeur fédéral;

Et au nom de Sa Majesté le Roi de Sardaigne par le Comte Edouard Crotti de Costigliole, Chevalier de l'Ordre militaire et religieux des Sts.-Maurice et Lazare, Grand Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sardaigne en Suisse, muni des pleins-pouvoirs de Sa Majesté,

Concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs entre la Suisse et la Sardaigne:

Ayant été transmise aux Cantons confédérés dont l'assentiment avait été réservé conformément aux institutions fédérales de la Suisse;

Et les déclarations recueillies au protocole de la Diète ayant fait con-

traordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Confédération Suisse et par les Sieurs Louis Fournier, Avoyer et Président du Conseil d'Etat du Canton de Fribourg, et Auguste de Gonzenbach, Secrétaire d'Etat de la Confédération, Délégués du Directoire fédéral agissant au nom des Cantons de Lucerne, Zurich, Berne, Uri, Schwitz, Unterwalden (le haut et le bas), Glaris, Zug, Fribourg, Soleure, Bâle-Campagne, Schaffouse, Appenzell (les Rhôdes extérieurs et intérieurs), St.-Gall, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud et Valais, de laquelle Convention la teneur suit:

naitre quels sont ceux des Etats du Corps Helvétique qui dès à présent ont accepté définitivement les résultats de cette négociation;

Nous, en vertu des mêmes déclarations, attestons et certifions, que la Convention telle qu'elle a été signée par les Plénipotentiaires respectifs le 28 Avril 1843 de mot à mot comme suit :

Les Cantons de Lucerne, Berne, Uri, Schwyz, Unterwalden (le haut et le bas), Glaris, Zug, Fribourg, Soleure, Bâle-Campagne, Schaffouse, Argovie, Thurgovie, Tessin et Vaud et S. M. le Roi de Sardaigne etc. etc. etc. ayant à cœur d'assurer la répression des crimes commis sur leurs territoires respectifs, et dont les auteurs ou complices voudraient échapper à la vindicte des lois en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu de conclure une convention d'extradition, et ont muni de leurs pleins-pouvoirs à cet effet, savoir :

Le Directoire fédéral, agissant au nom des susdits Cantons, Monsieur Louis Fournier, Avoyer et Président du Conseil d'Etat du Canton de Fribourg, et Monsieur Auguste de Gonzenbach, Secrétaire d'Etat de la Confédération;

Sa Majesté le Roi de Sardaigne S. E. le Comte

Crotti de Costigliole, Chevalier de l'Ordre religieux et militaire des Sts.-Maurice et Lazare, Grand-Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération Suisse;

Lesquels, après s'être communiqué les dits pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Lorsque des ressortissants des susdits Cantons ou des sujets Sardes, mis en accusation ou condamnés dans leur pays respectif pour l'un des crimes énumérés dans l'article suivant, seront trouvés, les ressortissants des Cantons précités dans les Etats de S. M. le Roi de Sardaigne, et les sujets Sardes dans ces mêmes Cantons, ils seront réciproquement livrés aux Autorités respectives de leur pays, sur la demande que l'un des deux en adressera à l'autre par voie diplomatique.

Si des individus étrangers aux Cantons susnommés et aux Etats de S. M. le Roi de Sardaigne, venaient à se réfugier d'un pays dans l'autre, après avoir été mis en accusation ou condamnés pour un des crimes énumérés à l'article 2<sup>me</sup>, leur extradition devra être réciproquement accordée après en avoir obtenu l'assentiment du Gouvernement du pays auquel ils appartiendraient.

Art. 2.

1. Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol;
2. Incendie;
3. Faux en écriture authentique ou de commerce,

et en écriture privée, y compris la contrefaçon des billets de banque et effets publics, ainsi que faux en général en tant qu'ils sont, d'après le code pénal, punis des peines afflictives ou infamantes, mais non compris les faux certificats, faux passeports et autres faux qui, d'après le code pénal, ne sont point punis de peines afflictives ou infamantes;

4. Fabrication et émission de fausse monnaie;
5. Faux témoignage, en tant qu'il est puni, d'après le code pénal, de peines afflictives ou infamantes;
6. Vol, lorsqu'il a été accompagné de circonstances qui lui impriment le caractère de crime, spécialement les vols avec violence ou effraction et les vols de grand chemin;
7. Soustractions commises par les dépositaires publics, mais seulement dans le cas où elles sont punies de peines afflictives ou infamantes;
8. Banqueroute frauduleuse.

Art. 3. Les objets volés dans l'un des deux pays et déposés dans l'autre, seront restitués de part et d'autre en même temps que s'effectuera la remise des individus accusés du vol.

Il est expressément entendu que l'on ne se bornera pas à la restitution des objets volés ou saisis en la possession de l'individu arrêté, mais qu'on remettra en même temps ceux qui pourraient servir à la preuve du délit.

Art. 4. Les pièces qui devront être produites à l'appui des demandes d'extradition, sont le mandat d'arrêt décerné contre les prévenus, ou tous autres

actes émanés de l'autorité ayant droit de les mettre en accusation, indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

Art. 5. Si pour constater un crime ou les circonstances qui l'accompagnent il était nécessaire d'entendre le témoignage de ressortissants appartenant aux Cantons susnommés, ou de sujets Sardes, leurs dépositions seront reçues par leur juge naturel, en suite des lettres rogatoires en dûe forme, qui auront été respectivement adressées à cet effet; la comparution personnelle des témoins pourra cependant être demandée au Gouvernement dont ils ressortent, dans des cas extraordinaires, tels que celui où il s'agirait de constater l'identité du prévenu ou le corps du délit. On devra toujours déférer à cette demande lorsqu'elle sera accompagnée d'un sauf-conduit, à l'effet de garantir que le témoin ne puisse être arrêté ou molesté, ni pendant son séjour forcé dans le lieu où le juge qui doit l'entendre exerce ses fonctions, ni pendant son voyage en allant et en retournant.

Cependant s'il arrivait que le témoin fût reconnu complice, il sera remis aux autorités de son pays, afin d'être renvoyé par devant son juge naturel. Le Gouvernement qui l'aurait appelé se chargerait des frais de transport jusqu'aux frontières de l'Etat dont l'individu ressort.

Art. 6. Les passeports nécessaires seront délivrés aux témoins, et les Gouvernements respectifs s'entendront pour fixer l'indemnité due à raison de la

distance et du séjour, ainsi que l'avance qui devra préalablement être faite.

Art. 7. Si l'individu dont l'extradition est demandée, était poursuivi ou avait été condamné dans le pays où il s'est réfugié pour crimes ou délits commis dans ce même pays, il n'y a obligation à le livrer qu'après qu'il aura subi la peine prononcée contre lui.

Art. 8. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente Convention. Il est expressément stipulé que l'individu dont l'extradition aura été accordée, ne pourra être dans aucun cas poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ou pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Art. 9. L'extradition ne pourra avoir lieu, si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 10. Chacun des deux Etats supportera les frais occasionnés par l'arrestation, la détention et le transport à la frontière des individus dont l'extradition aura été accordée, ainsi que les frais de consignation et de transport des effets qui, aux termes de l'article 3, doivent être restitués ou remis pour servir à constater le délit.

Art. 11. Ceux des Cantons confédérés qui n'auraient pas accédé à la présente convention à l'époque de la ratification, conserveront la faculté d'y adhérer en tout temps, même après que l'échange des actes de ratifications aura eu lieu.

Art. 12. La présente convention est conclue pour dix ans, et continuera d'être en vigueur pendant dix autres années, dans le cas où six mois avant l'expiration du premier terme aucun des deux Gouvernements n'aurait déclaré y renoncer, et ainsi de suite de dix ans en dix ans.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre mois ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susdits l'ont signée, sous réserve des ratifications précitées, en double original, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Lausanne le 28 Avril 1843.

(sig.) *Fournier, Avoyer.*

(L. S.)

(sig.) *Crotti de Costigliole.*

(L. S.)

(sig.) *Dr. A. de Gonzenbach.*

(L. S.)

<p>a été et est acceptée dans tout son contenu par les Etats de Lucerne, Berne, Uri, Schwyz, Unterwalden (le haut et le bas), Glaris, Zug, Fribourg, Soleure, Bâle - Campagne, Schafhouse, Argovie, Thurgovie, Tessin et Vaud,</p>	<p>Nous ayant agréable la Convention ci-dessus l'avons approuvée, confirmée et ratifiée et par ces présentes signées de Notre main, Nous l'approuvons, confirmons et ratifions tant pour Nous que pour Nos héritiers et successeurs,</p>
--	--

En conséquence nous la déclarons sanctionnée et ratifiée par les Cantons susnommés et promettons en leur nom qu'elle sera fidèlement et religieusement observée.

En foi de quoi les présentes ont été signés par notre Président, l'Avoyer du Canton de Lucerne, par notre Secrétaire d'Etat et muni du grand sceau de la Confédération Suisse, à Lucerne, le vingt-neuvième Juillet mil huit cent quarante trois (29 Juillet 1843).

L'Avoyer du Canton de Lucerne, Président de la Diète et du Directeur fédéral :

(sig.) Rod. Ruttimann.

(L. S.)

Le Secrétaire d'Etat de la Confédération :

(sig.) Dr. A. de Gonzenbach.

promettant en foi et parole de Roi d'observer et de faire exactement observer les stipulations qu'elle renferme.

En foi et témoignage de quoi Nous avons fait contresigner ces présentes par le Comte Clément Solar de la Marguerite, Chevalier Grand - cordon de Notre Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, Grand-croix de plusieurs Ordres étrangers, Notre Premier Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères, Notaire de la Couronne et Sur-Intendant général des Postes, et y avons fait mettre le sceau royal.

Donné en Notre palais de Turin le 30 du mois de Mai l'an de Grâce 1843 et de Notre Règne le 13<sup>e</sup>.

(sig.) C. Albert.

(L. S.)

*Solar de la Marguerite.*  
(contresig.)

(Uebersetzung.)

Wir, der Schultheiß des Kantons Luzern, Präsident, und die Gesandten der schweizerischen Kantone, auf eidgenössischer Tagsatzung versammelt,

urkunden anmit:

Daß die in Lausanne am 28. April dieses Jahres im Namen der schweizerischen Kantone durch die vom eidgenössischen Vorort ernannten und bevollmächtigten Herren Ludwig Fournier, Schultheiß des Kantons Freiburg, und August von Gonzenbach, Staatschreiber der schweizerischen Eidgenossenschaft; und im Namen Seiner Majestät des Königs von Sardinien durch den zu diesem Behuf mit Vollmachten versehenen Grafen Eduard Crotti von Costigliole, Ritter des militärischen und religiösen Ordens von St. Moriz und Lazarus, Großoffizier

Karl Albrecht von Gottes Gnaden König von Sardinien, Cypern und Jerusalem 2c. 2c. 2c.

Allen, die Gegenwärtiges sehen, unsern Gruß!

Nach Kenntnißnahme und Prüfung der Ueberkunft, betreffend die gegenseitige Auslieferung der Verbrecher, abgeschlossen und unterzeichnet zu Lausanne den 28. des letztverfloffenen Monats April durch den Grafen Crotti von Costigliole, Unsern außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft, und durch die Herren Ludwig Fournier, Schultheiß und Präsident des Staatsraths des Kantons Freiburg, und August von Gonzenbach, eidgenössischer Staatschreiber, als Abgeordnete des eidgenössischen Vororts, handelnd im Namen der

des belgischen Leopoldordens, außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister von Sardinien in der Schweiz, abgeschlossene und unterzeichnete Uebereinkunft, betreffend die gegenseitige Auslieferung der Verbrecher zwischen der Schweiz und Sardinien, den Kantonen mitgetheilt worden, deren Zustimmung, gemäß den desnahen in der Schweiz bestehenden Bundesvorschriften, vorbehalten worden war;

Und nachdem durch die in das Protokoll der Tagung aufgenommenen Erklärungen bekannt geworden, welche Stände von jetzt an die Ergebnisse dieser Unterhandlung definitiv angenommen haben:

So bezeugen und versichern wir, kraft dieser Erklärung, daß die Uebereinkunft, so wie dieselbe durch die respektiven Be-

Kantone Luzern, Zürich, Bern, Uri, Schwyz, Unterwalden (ob und nid dem Wald), Glarus, Zug, Freiburg, Solothurn, Basellandschaft, Schaffhausen, Appenzell (Inner- und Außerrhoden), St. Gallen, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt und Wallis, welche Uebereinkunft nach ihrem Wortlaut hier folgt:

vollmächtigten unterm 28.  
April 1843 unterzeichnet  
worden, von Wort zu  
Wort lautend wie folgt:

Die Kantone Luzern, Bern, Uri, Schwyz, Unterwalden (ob und nid dem Wald), Glarus, Zug, Freiburg, Solothurn, Basellandschaft, Schaffhausen, Aargau, Thurgau, Tessin und Waadt und Se. Majestät der König von Sardinien ic. ic. ic., von dem Wunsche befehlet, die Unterdrückung der auf ihrem betreffenden Gebiete vorkommenden Verbrechen, deren Urheber oder Gehülfen der Strenge der Gesetze sich durch die Flucht aus dem einen Lande in das andere entziehen wollten, zu sichern, — haben sich entschlossen, ein Auslieferungsverkommniß abzuschließen und haben zu dem Ende mit den geeigneten Vollmachten versehen, nämlich:

Der eidgenössische Vorort, im Namen der vorbenannten Kantone, die Tit. Herren Ludwig Fournier, Schultheiß und Präsident des Staatsraths des Kantons Freiburg, und August von Gonzenbach, Staatschreiber der Eidgenossenschaft;

Seine Majestät der König von Sardinien, Se. Erzellenz den Grafen Crotti von Costigliole, Ritter des geistlichen und Militärordens von St. Moriz und Lazarus, Großoffizier des Leopoldordens von Belgien, seinen außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft; —

Welche, nachdem sie sich die besagten Vollmachten  
Gesehe. VII. Bd. II. Heft.

mitgetheilt und dieselben in guter und gehöriger Form abgefaßt befunden, sich über die nachfolgenden Artikel verständigt haben :

Art. 1. Werden Angehörige der vorbenannten Kantone oder sardinische Unterthanen, die in ihrem betreffenden Lande wegen eines der im folgenden Artikel aufgezählten Verbrechen in Anklagezustand gesetzt oder verurtheilt worden sind, und zwar die Angehörigen der eingangsbenannten Kantone in den Staaten Sr. Majestät des Königs von Sardinien, die sardinischen Unterthanen in dem Gebiet der eingangsbenannten Kantone ergriffen, so sollen sie gegenseitig den betreffenden Behörden ihres Landes auf das Ansuchen, welches die eine der beiden Regierungen an die andere auf diplomatischem Wege stellen wird, ausgeliefert werden.

Sollten sich Individuen, die weder den vorbenannten Kantonen, noch den Staaten Sr. Majestät des Königs von Sardinien angehören, von einem Lande ins andere flüchten, nachdem sie für eines der im Art. 2 aufgezählten Verbrechen in Anklagezustand gesetzt oder verurtheilt worden sind, so soll ihre Auslieferung nach erhaltener Zustimmung von Seite der Regierung desjenigen Staates, welchem sie angehören, gegenseitig zugestanden werden.

Art. 2.

- 1) Mord, Vergiftung, Watermord, Kindsmord, Todtschlag, Nothzucht;
- 2) Brandstiftung;
- 3) Fälschung von öffentlichen, von Handels- und

Privatschriften, die Fälschung von Bankbillets und Staatspapieren einbegriffen, so wie Fälschung im Allgemeinen, insofern dieselbe nach dem Strafgesetze mit Leibes- oder entehrenden Strafen bedroht ist; falsche Bescheinigungen und Pässe so wie andere Fälschungen ausgeschlossen, insofern dieselben durch das Strafgesetz weder mit Leibes- noch entehrenden Strafen bedroht sind;

- 4) Verfertigung und Verbreitung falscher Münze;
- 5) Falsches Zeugniß, insofern dasselbe durch die Strafgesetze mit Leibes- oder entehrenden Strafen bedroht ist;
- 6) Diebstahl, wenn er von Verumständungen begleitet gewesen, die ihm den Stempel des Verbrechens ausdrücken, insbesondere Diebstahl mit Gewalt oder Einbruch und Straßenraub;
- 7) Unterschlagungen durch öffentliche Beamte begangen, jedoch nur in dem Fall, wo Leibes- oder entehrende Strafen darauf gesetzt sind;
- 8) Betrügerischer Bankerott.

Art. 3. Die Zurückstellung der in dem einen der beiden Länder gestohlenen und in dem andern niedergelegten Gegenstände soll beiderseits gleichzeitig mit der Auslieferung der des betreffenden Diebstahls beschuldigten Individuen erfolgen. Dabei ist ausdrücklich einverstanden, daß man sich nicht auf die Rückstellung der gestohlenen oder der im Besitz des verhafteten Individuums ergriffenen Gegenstände beschränken, sondern daß man gleichzeitig alle diejenigen Gegenstände verabsolgen wird, welche zum Beweis

des jenem Individuum zur Last gelegten Vergehens dienen können.

Art. 4. Die zu Unterstützung eines Auslieferungsbegehrens vorzulegenden Aktenstücke sind: der Verhaftsbefehl, welcher gegen die Beklagten erlassen worden, oder alle andern Akten, welche von derjenigen Behörde erlassen sind, der das Recht zusteht, dieselben in Anklagezustand zu versetzen, und in welchen sowohl die Beschaffenheit und der Belang der in Untersuchung liegenden Handlungen als die auf diese Handlungen anzuwendende Strafbestimmung angegeben ist.

Art. 5. Wäre es nothwendig, daß zur Erhebung eines Verbrechens oder seiner Umstände Angehörige der eingangserwähnten Kantone oder sardinische Unterthanen zur Ablegung eines Zeugnisses vernommen werden müßten, so werden dieselben auf vorläufige, in gehöriger Form abgefaßte und zu diesem Behuf erlassene Ersuchschreiben hin die Zeugnisse vor ihrem natürlichen Richter ablegen. Die persönliche Stellung der Zeugen kann indessen in außerordentlichen Fällen, wenn nämlich solche zur Anerkennung der Identität eines Verbrechers oder zu Erhaltung des corpus delicti nothwendig ist, von der Regierung desjenigen Staates, welchem der Verbrecher angehört, begehrt werden. Einem derartigen Begehren soll jederzeit entsprochen werden, insofern dasselbe von einem Geleitsbrief (sauf-conduit) begleitet ist, gemäß welchem der Zeuge weder während seines gezwungenen Aufenthalts am Ort, wo der Richter, der ihn einvernehmen soll, seinen

Siz hat, noch während seiner Hin- oder Rückreise festgenommen noch überhaupt beeinträchtigt werden kann.

Sollte es sich indessen begeben, daß der Zeuge als Mitschuldiger erkannt würde, so soll derselbe den betreffenden Behörden seines Landes übergeben werden, um vor seinen natürlichen Richter gestellt zu werden. Die Regierung, welche einen solchen Zeugen requirirt hat, wird die Transportkosten bis auf die Grenzen desjenigen Staates übernehmen, welchem das betreffende Individuum angehört.

Art. 6. Den Zeugen sollen die nöthigen Reisepässe verabfolgt werden und die betreffenden Regierungen werden sich über die Festsetzung der nach Verhältniß der Entfernung und des Aufenthalts zu entrichtenden Entschädigung so wie über den zu leistenden Vorschuß verständigen.

Art. 7. Wenn ein Individuum, dessen Auslieferung verlangt wird, in dem Lande, wohin es sich geflüchtet hat, wegen Verbrechen oder Vergehen, die es in diesem letztern begangen, verfolgt würde oder verurtheilt worden wäre, so ist man nicht verpflichtet, dasselbe auszuliefern, bevor es die ausgefallte Strafe bestanden hat.

Art. 8. Die politischen Verbrechen und Vergehen sind von dem gegenwärtigen Uebereinkommen ausgenommen. Es wird ausdrücklich festgesetzt, daß ein Individuum, dessen Auslieferung zugestanden worden, in keinem Falle für irgend ein der Auslieferung vorangegangenes politisches Verbrechen

oder für irgend welche mit einem solchen Verbrechen verknüpfte Handlung verfolgt und bestraft werden kann.

Art. 9. Die Auslieferung kann nicht stattfinden, wenn seit den angeschuldigten Handlungen, seit der Verfolgung oder Bestrafung, Verjährung der Klage oder der Strafe nach den Gesetzen desjenigen Landes eingetreten ist, in welches sich der Beschuldigte geflüchtet hat.

Art. 10. Jeder der beiden Staaten hat die Kosten zu tragen, welche durch die Verhaftung, Gefangenschaft und Ueberlieferung an die Grenze derjenigen Individuen veranlaßt wurden, deren Auslieferung zugestanden worden ist, und eben so die Ueberlieferungs- und Transportkosten rücksichtlich der Gegenstände, welche gemäß Art. 3 zurückgestellt oder zum Zweck der Ausmittlung des Verbrechens verabsolgt werden sollen.

Art. 11. Denjenigen eidgenössischen Ständen, welche dem gegenwärtigen Vertrage bis zum Zeitpunkt der Ratifikation nicht beigetreten sind, soll auch nach geschehener Auswechslung der Ratifikationen der Beitritt zu jeder Zeit offen stehen.

Art. 12. Die gegenwärtige Uebereinkunft ist für zehn Jahre abgeschlossen und wird auch während zehn weiteren Jahren in Kraft verbleiben, falls sechs Monate vor dem Ablauf der erstern Frist keine der beiden Regierungen die Aufkündigung erklärt, und so fort von zehn zu zehn Jahren.

Dieselbe soll ratifizirt und es sollen die Ratifi-

kationen in Zeit von vier Monaten oder, wenn möglich, vorher ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die obbesagten Bevollmächtigten diese Uebereinkunft unter Vorbehalt der vorerwähnten Ratifikationen in zwei urschriftlichen Ausfertigungen unterzeichnet und ihr Wappensiegel beigedrückt.

Lausanne, den 28. April 1843.

(sig.) Fournier, Schultheiß. (sig.) Crotti v. Costigliole.

(L. S.)

(L. S.)

(sig.) Dr. A. v. Gonzenbach.

(L. S.)

nach ihrem ganzen Inhalt angenommen worden und angenommen ist durch die Stände Luzern, Bern, Uri, Schwyz, Unterwalden (ob und nid dem Wald), Glarus, Zug, Freiburg, Solothurn, Basel-Landschaft, Schaffhausen, Aargau, Thurgau, Tessin und Waadt.

In Folge dessen erklären wir dieselbe als durch die obbenannten Kantone gutgeheissen und geneh-

Die vorstehende Uebereinkunft genehm haltend, haben wir dieselbe gutgeheissen, bestätigt und ratifizirt und durch den gegenwärtigen, eigenhändig unterzeichneten Akt wird dieselbe von Uns gutgeheissen, bestätigt und ratifizirt, sowohl für Uns als für Unsere Erben und Nachfolger, indem Wir bei Unserm Königlichen Wort versprechen, die Bestimmungen, welche dieselbe ent-

migt und versprechen in deren Namen, daß dieselbe treu und redlich gehalten werden soll;

Zu Urkund dessen ist gegenwärtiger Akt durch Unsern Präsidenten, den Schultheißen des Kantons Luzern, durch Unsern Staatschreiber unterzeichnet worden und mit dem großen Siegel der schweizerischen Eidgenossenschaft versehen in Luzern den neun und zwanzigsten Heumonats Eintausend achthundert drei und vierzig (29. Heumonats 1843).

Der Schultheiß des Kantons Luzern, Präsident der Tagsatzung und des eidgenössischen Vororts:

(sig.) Rud. Rüttimann.

(L. S.)

Der Staatschreiber der Eidgenossenschaft:

(sig.) Dr. A. v. Gonzenbach.

hält, genau zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu Urkunde und Zeugniß dessen haben Wir gegenwärtigen Akt durch den Grafen Clemens Solar de la Marguerite, Großkreuz Unseres religiösen und militärischen Ordens von St. Moriz und Lazarus, Großkreuz mehrerer ausländischer Orden, Unsern ersten Staatssekretär der auswärtigen Angelegenheiten, Notarius der Krone und Generalaufseher der Posten gegenzeichnen lassen, und Unser königliches Siegel beigedrückt.

Gegeben in Unserem Palaste zu Turin am 30. des Monats Mai im Jahre des Heils 1843 und im 13. Unserer Regierung.

(sig.) Karl Albrecht.

(L. S.)

Solar de la Marguerite.

(contrasig.)

(Uebersetzung.)

Wir Graf Eduard Crotti von Costigliole, außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister Sr. Majestät des Königs von Sardinien bei der schweizerischen Eidgenossenschaft —

Nach Empfang der Note vom 11. laufenden Septembers, durch welche Ihre Excellenzen Schultheiß und Regierungsrath des Kantons Luzern, eidgenössischen Vororts, Uns davon in Kenntniß setzen, daß die Stände Zürich, St. Gallen und Appenzell S. R. der unter dem 28. April 1843 zwischen Sardinien und mehreren Kantonen der schweizerischen Eidgenossenschaft abgeschlossenen Uebereinkunft, betreffend die wechselseitige Auslieferung von Verbrechern, beigetreten sind — erklären im Namen Sr. Majestät des Königs, Unsers erhabenen Herrn, und kraft der Uns erteilten Vollmachten, daß die Stände Zürich, St. Gallen und Appenzell S. R. von nun an durch die königlich sardinischen Behörden als zu den schweizerischen Kantonen gehörend, welche die oberwähnte Uebereinkunft abgeschlossen haben, werden behandelt werden.

Da die Note Ihrer Excellenzen vom 11. September Uns zugleich von dem Beitritt der Stände St. Gallen und Appenzell S. R. zu der unter dem 1. und 4. August 1843 unterzeichneten Uebereinkunft betreffend den Tarif der Zeugenentschädigungen, welche der Uebereinkunft vom 28. April des gleichen Jahres beigegeben ist, unterrichtet, so erklären Wir, daß von nun an diese Stände in der sardinischen Monarchie als zu den schweizerischen Kantonen gehörend

werden betrachtet werden, welche der erwähnten  
Zusatzübereinkunft beigetreten sind.

Zu Urkund dessen unterzeichnen Wir die gegen-  
wärtige Erklärung und fügen derselben Unser Sie-  
gel bei.

Lausanne, den 30. September 1844.

(sig.) Crotti von Costigliole.

(L. S.)

(Uebersetzung.)

Wir Schultheiß und Regierungsrath des Kantons  
Luzern, der Zeit Vorort der schweizerischen Eid-  
genossenschaft,

erklären:

Daß die unterm 28. April 1843 durch die beider-  
seitigen Bevollmächtigten in Lausanne unterzeichnete  
Uebereinkunft zwischen den Staaten der sardinischen  
Monarchie und mehreren Kantonen der schweize-  
rischen Eidgenossenschaft, welche seither von den bei-  
den kontrahirenden Ständen ratifizirt worden ist,  
und über welche die Ratifikationen den 1. August  
1843 ausgewechselt worden sind, seit der Auswechs-  
lung dieser Ratifikationen in Folge des ihnen durch  
den Art. 11 fraglicher Konvention gemachten Vor-  
behaltes von den Ständen Zürich, St. Gallen, Wal-  
lis und Appenzell S. R. ratifizirt worden ist. Im  
FERNERN bezeugen wir, daß die dieser Uebereinkunft  
beigefügte Zusatzklärung betreffend den Tarif der  
Zeugenschädigungen, welche den 1. und den 4. Au-  
gust 1843 unterzeichnet worden ist, seit ihrer Unter-

zeichnung durch die beiderseitigen Bevollmächtigten von den Ständen St. Gallen, Waadt, Wallis und Appenzell J. R. ratifizirt worden ist, daß hingegen der Stand Zürich diese Zusatzklärung nicht ratifizirt hat.

Zu Urkund dessen ist die gegenwärtige Erklärung, bestimmt zur Bekräftigung der Noten, welche der eidgenössische Vorort über diesen Gegenstand den 14. Februar und den 11. September 1844 an die sardinische Gesandtschaft in der Schweiz erlassen hat, von dem Präsidenten der Tagsatzung und des eidgenössischen Vororts unterzeichnet, durch den Kanzler gegengezeichnet und mit dem Siegel der schweizerischen Eidgenossenschaft versehen worden.

Geschehen in Luzern den neunten Oktober eintausend acht-hundert vierzig und vier.

Der Schultheiß des Kantons Lu-  
zern, Präsident der Tagsatzung  
und des eidgenössischen Vororts:

(L. S.) (sig.) C. Siegwart-Müller.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

(sig.) Am-Rhyn.

Nachdem von dem Großen Rathe unter dem 20. Juni dieses Jahres die Zustimmung zu der Uebereinkunft betreffend die Auslieferung der Verbrecher ausgesprochen worden ist, haben Wir Bürgermeister und Regierungsrath des Standes Zürich Behufs der Vollziehung verordnet:

Es sollen diese Staatserklärungen sowohl in die Gesetzsammlung als in das Amtsblatt aufgenommen werden.

Also beschlossen Samstags den 28. Herbstmonat 1844.

Der Amtsbürgermeister,

C. von Muralt.

Der erste Staatschreiber,

Hottinger.

### Polizeigesetz

für Handwerksgefelln, Lehrlinge, Fabrikarbeiter,  
Tagelöhner und Dienstboten.

§. 1. Handwerksgefelln, Lehrlinge, Fabrikarbeiter, Tagelöhner und Dienstboten, welche in einer Gemeinde des Kantons sich aufhalten wollen, wo sie nicht verbürgert sind, haben sich zu diesem Ende hin (insofern sie nicht nach den Bestimmungen des Niederlassungsgesetzes vom 10. April 1840 [G. S. B. V. pag. 472] in die Klasse der Niedergelassenen gehören) längstens binnen vier Tagen nach dem Eintritt in die Gemeinde bei der betreffenden Gemeindebehörde einschreiben zu lassen. Diese Personen, wenn sie kantonsfremd sind, haben überdem vorerst ihre Pässe, Wanderbücher oder Heimatscheine bei dem Statthalteramte zu hinterlegen; Kantonsangehörige dagegen sich bei der Gemeindebehörde über ihr Bürgerrecht durch Niederlegung eines Heimatscheines